



**HAL**  
open science

# Le privilège épistémologique du terrain. Une enquête collective dans la Syrie en guerre

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay

► **To cite this version:**

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay. Le privilège épistémologique du terrain. Une enquête collective dans la Syrie en guerre. *Bulletin de Méthodologie Sociologique / Bulletin of Sociological Methodology*, 2021, 151 (1), pp.96-116. 10.1177/0759106321995723 . hal-03341401

**HAL Id: hal-03341401**

**<https://hal.science/hal-03341401v1>**

Submitted on 25 Oct 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Le privilège épistémologique du terrain.  
Une enquête collective dans la Syrie en guerre**



**Adam Baczko**

Centre de Recherches Internationales (CERI), CNRS-Sciences Po Paris, France

**Gilles Dorronsoro**

Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP), Université Paris 1, France

**Arthur Quesnay**

Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP), Université Paris 1, France

**N.B.** Ce texte est la version originale de l'article intitulé « The Epistemological Privilege of Fieldwork. A Collective Investigation in War-Torn Syria » publié dans le numéro 151 du BMS (Juillet 2021). DOI: 10.1177/0759106321995723. Il est mis gracieusement à disposition par l'éditeur.

Depuis 2011, Samy Cohen et Nonna Mayer animent à Sciences Po Paris un séminaire sur les méthodes en sciences sociales, intitulé « Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques ». Ils y invitent des chercheur/euse.s à présenter leurs travaux, en mettant l'accent sur la « cuisine » méthodologique qui les fonde. Ce texte est issu d'une intervention à ce séminaire et est publié à l'invitation de S. Cohen et N. Mayer.

**Résumé**

L'article souligne le privilège épistémologique de l'observation dans les contextes sociaux marqués par la violence armée et le désordre. Confrontés à ces situations, les chercheurs ont parfois considéré que leur travail commençait une fois celles-ci stabilisées, privilégiant ainsi l'archive (écrite ou orale) et les sources secondaires à l'observation et aux paroles recueillies en contexte. Malgré les difficultés qu'elle pose, l'enquête en contexte offre cependant au chercheur, par une confrontation parfois brutale avec des situations exceptionnelles, la possibilité d'une plus grande inventivité théorique en s'ouvrant à de nouveaux objets et de nouvelles questions de recherche. En retour, les enquêtes obligent à une modalité plus réactive de l'élaboration théorique, avec une interaction permanente entre les hypothèses et la production des données. Plutôt que de développer

ces thèmes de façon abstraite, les auteurs reviennent sur l'enquête qu'ils ont menée sur le conflit syrien en analysant notamment les difficultés d'accès, les risques *d'enclicage*, les problèmes associés au travail à distance et à la sous-traitance de la production de données et les avantages de conduire un terrain à plusieurs.

### **Mots Clés**

Syrie ; terrain ; conflit armé ; travail collectif ; sous-traitance

## **Introduction**

Les sciences sociales peinent à traiter les contextes sociaux marqués par la violence armée et le désordre (Joas, 2003 ; Audoin-Rouzeau, 2008 ; Joas et Knöbl, 2012). Confrontés à ces situations, les chercheurs ont parfois considéré que leur travail commençait une fois la situation stabilisée, privilégiant ainsi l'archive (écrite ou orale) et les sources secondaires à l'observation et aux paroles recueillies en contexte (Theidon, 2001 ; Ahram, 2013 ; Bouju, 2015 ; Makaremi, 2016). Cette distance par rapport à l'objet est justifiée par la nécessité d'éviter les biais induits par des contextes chargés sur le plan émotionnel et politique<sup>1</sup>. Des possibilités accrues de compréhension seraient offertes par le travail sur des archives ou à partir d'entretiens menés dans un contexte (perçu comme) serein par le chercheur. Par ailleurs, le courant néopositiviste, aujourd'hui dominant en économie et en science politique, étudie les guerres civiles et les situations de crises à partir de données recueillies par des sous-traitants, généralement des entreprises, ou à partir de bases de données institutionnelles (Banque Mondiale, institutions militaires) (Baczko et Dorronsoro, 2017 : 310-317). Dans tous les cas, la tentation est de justifier l'absence d'expérience directe par des considérations méthodologiques et, parfois, éthiques. La primauté conférée à des données – statistiques – décontextualisées et au statut incertain, ainsi qu'à des entretiens à distance impossibles à contrôler scientifiquement et à contextualiser constitue, de notre point de vue, une régression des sciences sociales. À l'opposé, notre argument central est que la recherche à distance ne remplace pas l'enquête *in situ* qui est la seule à même de renseigner sur des dynamiques sociales fluides.

L'objet de cet article est de souligner le « privilège épistémologique de l'observation » (Bizeul, 2006 : 71) dans ces situations limites. Malgré les difficultés qu'elle pose, l'enquête en contexte offre au chercheur, par une confrontation parfois brutale avec des situations exceptionnelles, la possibilité d'une plus grande inventivité théorique. En effet, elle introduit de manière réflexive une incertitude génératrice d'hypothèses nouvelles, une sérendipité maîtrisée qui ouvre à de nouveaux objets et de nouvelles questions de recherche. Les potentialités du réel sont trop riches – elles dépassent les capacités de prévision des chercheurs : on ne peut restituer les contextes sans fréquenter les personnes, sans voir en acte leurs subterfuges, leurs désaccords et leurs ententes, autrement dit sans éprouver les situations. Par ailleurs, les événements marquants qui définissent une génération (Bensa et Fassin, 2002 ; Hoffman et Lubkemann, 2005) ne laissent pas toujours beaucoup de traces, notamment archivistiques. Ces moments de rupture sociale ne se

---

<sup>1</sup> Ces arguments reprennent les réflexions avancées par des anthropologues et des sociologues sur les effets de transformation de soi que provoque nécessairement l'enquête et les limites qui en découlent sur le travail scientifique (Geertz, 1996 ; Cefaï et Amiraux, 2002). Certains chercheurs qui mobilisent ces remarques manquent cependant qu'elles ne sont pas des appels à cesser le travail ethnographique ou par entretiens, mais à tenir compte de ses limites dans l'énoncé de conclusions.

traduisent pas toujours par la formation d'institutions et, dans le cas où celles-ci existent, elles se caractérisent souvent par leur fragilité. Les sources disponibles après coup sont alors biaisées du côté des autorités en place à l'issue de la crise. Ainsi, les jacqueries, les révoltes ouvrières, la piraterie et, plus généralement, les phénomènes de contestation aux marges sociales ou géographiques sont souvent étudiés à partir des archives officielles<sup>2</sup>. Contrairement à une idée reçue, les situations de post-conflit ne sont souvent guère plus accessibles, car elles se traduisent souvent par la fermeture du terrain ou une surveillance policière (Thomson, 2009 ; Shesterinina, 2019). On sait par ailleurs que les acteurs reconstruisent d'autant plus leurs récits qu'ils sont impliqués émotionnellement et que les faits passés font l'objet de luttes mémorielles, voire de procédures judiciaires en cas de processus de justice transitionnelle (Robben, 1995 ; Theidon, 2013 ; Rivoal, 2014). Rendre compte de ces ruptures sociales, dans notre cas de guerres civiles, demande – autant qu'il est possible – d'être présent, de procéder à des observations directes, de collecter des récits d'acteurs et de témoins dans le contexte de l'action. Le savoir que nous produisons « se situe dans les traces des relations, des discussions et des entretiens avec [nos] interlocuteurs et interlocutrices » (Blazquez, 2018 : 188 ; voir également Bazin, 2008 ; Naepels, 2012). Cependant, notre argument n'est pas qu'on ne peut rendre compte que de ce qu'on observe directement (*contra* Geertz, 1988 ; Cefai, 2007), mais d'affirmer, en dépit de ses limites, le caractère irremplaçable de l'observation directe des contextes d'action (Sluka, 1990, 1995 ; Vlassenroot, 2006).

Les enquêtes que nous préconisons obligent à une modalité plus réactive de l'élaboration théorique, avec une interaction permanente entre les hypothèses et la production des données. D'une part, les hypothèses sont en partie produites par la confrontation avec des situations exceptionnelles, ce qui implique une maîtrise préalable des concepts afin d'interroger les inattendus qu'offre l'enquête. Cette tension entre la confrontation avec une situation qu'on ne connaît pas et la nécessité d'être armé théoriquement pour pouvoir l'interroger est particulièrement marquée dans les lieux difficiles d'accès (conflits armés, organisations violentes ou fermées, etc.), où la possibilité de multiplier les observations ou de mener plusieurs entretiens avec les mêmes personnes peut être limitée, voire inexistante. Cette inventivité du réel – auquel le chercheur doit répondre par une créativité théorique – fait que le terrain ne peut jamais être la vérification mécanique d'hypothèses élaborées hors contexte à partir de concepts formés pour des contextes routiniers. Le caractère inédit de ces situations implique à l'inverse une adaptation des hypothèses en fonction des étonnements offerts par le terrain. D'autre part, le terrain prémunit contre le risque des grands récits socio-historiques qui écrasent la complexité des chaînes causales, alors que l'enquête permet la reconstitution des contextes d'action et des possibles non réalisés (Cottreau, 2011). Le risque téléologique est d'autant plus présent que le chercheur postule une explication monocausale, par exemple les ressources naturelles, les changements climatiques, les identités ou les rapports de production. Le risque d'une appréhension de ces contextes par l'inscription dans une trajectoire longue ou la focalisation sur des traces archivistiques est de lisser les incertitudes et les indéterminations inhérentes aux situations de conflits.

Plutôt que de développer ces thèmes de façon abstraite, nous proposons ici de revenir sur l'enquête que nous avons menée sur le conflit syrien à l'origine d'un ouvrage (Baczko et alii., 2016a). Nous exposerons dans un premier temps les difficultés auxquelles ce terrain nous a

---

<sup>2</sup> Les révoltes kurdes des années 1920 sont en partie connues par les archives militaires, les témoignages d'acteurs étant souvent très postérieurs. De même, le travail de Marcus Rediker (2004) sur la piraterie s'appuie beaucoup sur les sources de l'amirauté, tandis qu'Anton Blok (1997) et Eric Hobsbawm (1969) ont mené leurs recherches sur le brigandage à partir des documents produits par les autorités en place.

confrontés. Nous soulignerons ensuite les biais qui découlent des recherches menées à distance. Dans un troisième temps, nous expliquerons le travail d'élaboration théorique pour conclure sur l'importance du travail collectif pour réduire les biais inhérents à une enquête sur un conflit armé en cours.

## **Les aléas du terrain de conflit armé : accès, enclichage et impossible indifférence**

Le projet d'une enquête en Syrie nous est venu de façon indépendante. Pour Adam Baczko, il s'agissait d'une étude comparatiste sur les administrations mises en place par des mouvements armés ; pour Arthur Quesnay, qui avait vécu en Syrie, et Gilles Dorronsoro, il s'agissait de prolonger leurs recherches sur les mouvements kurdes. Par ailleurs, nous suivions tous les trois les printemps arabes avec beaucoup d'attention, notamment le mouvement révolutionnaire syrien dont les enjeux à la fois politiques et scientifiques nous semblaient déterminants. Aucun d'entre nous ne pensait alors écrire un ouvrage sur la révolution syrienne et le terrain était envisagé comme une expérience ponctuelle. La confrontation avec le terrain nous a ensuite montré que la littérature existante manquait des points essentiels dans la description du conflit. Ceci nous a décidés à écrire un livre – qui a eu pour inconvénient de retarder deux thèses et d'interrompre un livre en cours d'écriture.

Au total, nous avons mené deux enquêtes en Syrie même : une première au cours de l'hiver 2012-2013, puis une seconde à l'été 2013, dans les zones du Nord sous le contrôle de l'insurrection et du PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'union démocratique), la branche syrienne du PKK (*Partiya Karkerên Kurdistanê*, Parti des travailleurs du Kurdistan). Nous avons ensuite prolongé ce travail par des entretiens auprès de réfugiés et de militants syriens en Turquie, en France, en Irak, au Liban, en Jordanie et en Égypte. Ce travail a permis de conduire 250 entretiens (semi-directifs ou ouverts), dans la très grande majorité en Syrie même, auxquels se sont ajoutées de nombreuses conversations informelles, des observations et la collecte de différents documents (affiches, tracts, films, etc.). Pour réunir ce matériau, il nous a fallu faire avec plusieurs difficultés, certaines inhérentes à un contexte de conflit armé : l'accès au terrain, la langue, les risques d'enclichage, l'impact physique et émotionnel sur les chercheurs et l'insécurité<sup>3</sup>.

D'abord, la préparation et l'accès au terrain lui-même ont présenté quelques difficultés. En amont, mener des recherches en Syrie posait la question des autorisations de terrain et des ordres de mission *a priori* difficiles à obtenir. Ensuite, il était impossible d'organiser la recherche, notamment de planifier des entretiens, les conditions de sécurité et les équilibres politiques pouvant changer brusquement. Rares étaient les chercheurs qui conduisaient encore des recherches en Syrie et les retours d'expérience des journalistes ou des humanitaires étaient décalés par rapport à nos intérêts de connaissance qui portaient d'abord sur le fonctionnement quotidien des institutions dans la guerre. Logistiquement, se rendre en Syrie était relativement aisé : nous avons pris un vol pour la Turquie, jusqu'à l'une des villes proches de la frontière, Antakya, Gaziantep ou Urfa selon les cas, puis nous avons passé la frontière turco-syrienne à un poste tenu par l'insurrection. Les postes d'Atmeh et d'Azaz, respectivement à l'ouest et au nord d'Alep, étaient alors ouverts durant la journée du lundi ou du vendredi. Selon les moments, nous avons été accueillis dans des institutions civiles, des postes militaires, chez des militants ou dans des familles. Dans ce dernier cas, c'est souvent à la suite de conversations dans l'espace public que nous avons été invités à loger chez des personnes qui insistaient pour nous faire partager, même brièvement, leur quotidien.

---

<sup>3</sup> La notion d'« enclichage » est proposée par Jean-Pierre Olivier de Sardan pour rendre compte des difficultés, sur un terrain donné, à sortir d'un réseau, d'une « clique », et des écueils qui en découlent (Olivier de Sardan, 1995).

Ensuite, la langue a été une des limites essentielles de notre terrain, qui a contribué à l'orientation des entretiens et à la définition de notre objet de recherche. Arthur Quesnay a une maîtrise de l'arabe qui, sans être suffisante pour les sujets techniques, nous a permis de conduire de nombreux entretiens. En dehors de l'arabe, certains de nos interlocuteurs maîtrisaient le français, l'anglais, le russe et le turc, que nous parlons à des degrés différents, et certains de nos interlocuteurs ont parfois accepté de nous servir d'interprète, notamment dans les entretiens techniques sur le droit islamique (Adam Baczko et Gilles Dorronsoro ayant une connaissance des termes juridiques arabes utilisés en persan). Ce bricolage linguistique nous a incités à deux précautions. D'une part, nous avons évité les analyses sémantiques, nous concentrant sur les termes clés en évitant de sur-interpréter les discours, les nuances nous échappant et le degré de fiabilité variant d'un entretien à l'autre. D'autre part, nous avons privilégié les questions factuelles qui permettent de reconstituer les trajectoires de nos interlocuteurs, les modalités d'organisation et certaines pratiques militantes ou institutionnelles. De ce point de vue, l'observation des comportements nous a été d'une aide précieuse pour contextualiser les entretiens. Par exemple, un commandant qui a égaré son arme (rangée dans l'unique pièce où il vit), alors que la ville avait été soumise à des bombardements sévères, incident qui confirmait le niveau de stress traumatique et permettait de remettre en perspective un discours lisse et conforme.

Par ailleurs, les conditions de l'enquête nous exposaient à un risque élevé d'enclichage<sup>4</sup>. En effet, aucun chercheur n'a pu travailler à la fois du côté du régime et de l'insurrection et même le passage des régions de l'insurrection à celles tenues par le PYD-PKK suscitait une certaine suspicion. De plus, nous avons eu seulement trois entretiens avec des combattants de la branche syrienne d'Al Qaïda *Jabhat al-Nusra*, dont deux anciens membres, et aucun au sein de l'État islamique en Irak et au Levant. Par ailleurs, nous avons, par principe, refusé de nous appuyer sur des assistants de recherche ou des *fixers*, pratique dont nous avons pu à l'occasion constater les mêmes effets délétères que sur d'autres terrains de guerre<sup>5</sup>. Ainsi, lors de notre visite dans deux des *media centers* mis en place par l'insurrection à Alep, des « facilitateurs » (*fixers*) nous ont montré une liste tarifée d'interlocuteurs (combattants dits « modérés » ou « islamistes », femmes, enfants, victimes de bombardement, etc.) et de lieux (boulangerie, marché, unités militaires, etc.). Ils proposaient également des visites sur le front avec des attaques programmées permettant de prendre des photos (dont une a fini en « une » du journal *Le Monde*) et des vidéos dans des conditions de relative sécurité. Nous avons préféré suivre des sympathisants de l'insurrection ou des mouvements kurdes pour circuler et organiser notre quotidien. Dans un premier temps, nous nous sommes installés dans la ville d'Azaz, près de la frontière. Après deux jours, nous avons découvert l'existence d'une coordination militaire de l'insurrection dans le Nord, dont les bureaux étaient près de la ville. Son responsable, un ancien colonel de l'armée syrienne passé à l'insurrection, nous a écrit une lettre autorisant notre recherche, ce qui a facilité nos déplacements et nos contacts avec les institutions insurgées. Des militants liés aux institutions civiles et aux mouvements kurdes nous ont fourni nos premiers contacts et des rencontres de hasard (dans l'espace public notamment) qui nous ont permis de sortir des réseaux militants.

---

<sup>4</sup> De manière similaire, dans le cas de la guerre en Bosnie-Herzégovine, Xavier Bougarel (2002) souligne que, initialement, il lui a fallu prendre en compte que son « *expérience de la guerre était profondément, irrémédiablement serbe* ».

<sup>5</sup> Dans les zones de guerre, les journalistes, et certains chercheurs, recrutent des « facilitateurs » (*fixers*) qui organisent les entretiens, les déplacements, et conduisent souvent une partie du travail d'enquête. Généralement, ces journalistes ou étudiants locaux ne sont pas crédités pour leur travail. Dans les zones de guerre les plus couvertes, les tarifs journaliers d'un *fixer* peuvent atteindre plusieurs centaines de dollars.

Le risque d'enclichage était variable en fonction des lieux, des moments et des groupes politico-militaires. Ainsi, dans les régions tenues par l'insurrection, nous disposions d'une grande liberté de mouvement et pouvions aisément passer d'un groupe à l'autre. Les déplacements en bus, en taxi ou en voiture dans les zones insurgées du Nord ne nécessitaient ni escorte ni planification particulière. Munis de notre autorisation officielle, nous nous présentions comme des chercheurs de l'université de la Sorbonne travaillant sur la société civile dans la révolution en Syrie. Nos statuts et nos attentes étaient généralement bien compris par nos interlocuteurs, notamment les jeunes révolutionnaires, souvent passés par l'université, qui acceptaient de répondre à nos questions et nous présentaient des personnes qu'ils pensaient susceptibles de nous intéresser. Le rejet des pratiques autoritaires du régime précédent et l'amateurisme des responsables récemment nommés à des positions d'encadrement expliquaient une relative transparence. Ainsi, lors d'un conflit entre le conseil civil d'al-Bab et le tribunal voisin autour des prérogatives de chacune de ces institutions, nous avons pu librement observer la lutte de pouvoir entre les différents protagonistes. La fragmentation territoriale limitait également le contrôle de l'information par les groupes armés. De plus, nous étions perçus par nos interlocuteurs comme pouvant porter leur parole en France et en Europe et, à plusieurs reprises, nos interlocuteurs se sont montrés déçus de ne voir ni appareil photo ni caméra. À l'inverse, dans les régions kurdes (Afrin et Qobanê), le PYD nous a imposé un accompagnateur pour contrôler nos déplacements et s'assurer que nos interlocuteurs ne déviaient pas de la ligne du parti. Les rares fois où nous sommes parvenus à tromper la vigilance de nos guides, par exemple en profitant du fait que nous étions trois pendant la visite d'un hôpital<sup>6</sup>, le discours de nos interlocuteurs a changé de façon radicale. À l'inverse, pour d'évidentes raisons de sécurité, nous n'avons jamais pu travailler dans les régions tenues par le régime de Damas ou l'État islamique. Pour pallier ce manque, nous nous sommes appuyés sur les rares sources secondaires disponibles sur le régime de Damas depuis le déclenchement de la guerre et, dans le cas du califat de l'État islamique, sur des entretiens par Skype ou avec des personnes ayant récemment fui ces régions, lors d'un terrain dans le nord de l'Irak.

Par ailleurs, cette enquête dans la Syrie en guerre civile nous a affectés personnellement, ce qui accroissait les risques d'enclichage. Plusieurs chercheurs ont souligné la difficulté à ne pas s'engager en faveur, voire aux côtés, d'une des communautés en guerre (Moussaoui, 2001 ; Rodgers, 2001 ; Wood, 2006). Revenant sur son expérience dans la guerre au Nicaragua, Philippe Bourgois raconte comment il a pris la décision d'omettre certains faits, par exemple la présence d'un enfant-soldat au sein de l'insurrection, pour mieux défendre la cause des Indiens Miskito auprès du public américain (Bourgois, 2002). Pour notre part, si nous avons gardé sans efforts une distance à l'égard des groupes armés, il était impossible – était-ce même souhaitable ? – de ne pas être moralement révolté par les attaques systématiques du régime contre les hôpitaux et les écoles ou par la torture visible sur les corps. La difficulté était donc d'éviter que le sentiment de solidarité avec la population victime de ces atrocités ne colore nos analyses. En particulier, il était nécessaire d'éviter l'autocensure, par exemple en justifiant des massacres de civils ou en omettant de raconter l'exécution par des combattants de l'insurrection d'un prisonnier entrevu quelques heures auparavant. Paradoxalement, la prise de distance a été facilitée par les interventions dans l'espace public (rapports d'expertise, éditoriaux, interventions médiatiques) (Baczko et alii., 2013a ; 2013b). En effet, ces prises de position publiques nous ont permis de circonscrire notre engagement

---

<sup>6</sup> Notre stratégie – improvisée sur le moment – a consisté à laisser Gilles Dorronsoro, en tant que *senior* du groupe, polariser l'attention des responsables qui conduisaient la visite, permettant à Adam Baczko et Arthur Quesnay de s'éclipser. Ce stratagème a ainsi permis à des membres du personnel de l'hôpital de nous parler librement. Ils nous ont alors raconté comment le PKK captait les ressources de l'hôpital au service de sa guérilla contre l'armée turque.

et, dans une démarche de neutralité axiologique (Weber, 2005), de protéger notre production scientifique de ce sentiment d'obligation morale<sup>7</sup>.

Enfin, ce terrain s'est révélé physiquement éprouvant malgré une bonne condition physique de départ, ce qui a affecté l'enquête. En décembre 2012-janvier 2013, le froid et l'humidité ont été particulièrement sévères et les maisons et les bâtiments officiels n'étaient pas ou peu chauffés. De plus, la tension nerveuse provoquée par le contexte de guerre entraînait une fatigue qui a pu tourner à l'épuisement et nous a quelquefois amenés à rompre les règles de la bienséance. Deux d'entre nous se sont endormis lors d'un entretien. Souvent, nous avons dû interrompre les entretiens après en avoir mené six ou sept dans la journée, alors que nous avions des interlocuteurs volontaires. Deux d'entre nous ont été plusieurs fois pris d'un fou rire malvenu, expression d'une tension nerveuse et d'une fatigue persistante. La multiplication de ces signes nous a conduits à mettre un terme au premier terrain après six semaines, alors même que de nombreuses opportunités continuaient de s'offrir à nous dans l'enquête.

Par ailleurs, les conditions de sécurité ont radicalement changé entre les deux séjours. Comme souvent, les conditions de recherche et leurs transformations sont symptomatiques de l'évolution politique (Green, 1999 ; Grojean, 2010 ; Finnström, 2015). Ainsi, lors de notre premier terrain, les bombardements constituaient la principale menace, pour nous comme pour nos enquêtés. S'ils exigeaient une forme d'attention passive, leur caractère largement imprévisible en faisait un aléa du quotidien. Lors de notre second terrain, en août 2013, les conditions de sécurité pour nous et pour les Syriens étaient nettement différentes. Il n'a pas été possible de nous déplacer en dehors d'Alep en raison de la multiplication des enlèvements, qui nous ont conduits à écourter notre séjour et à continuer nos entretiens en Turquie. Cette dégradation de la sécurité a fini par affecter directement la relation avec les enquêtés. En effet, à l'hiver 2012-13, la parole était relativement libre, mais huit mois plus tard, avec l'implantation rapide de l'État islamique, nos interlocuteurs ont montré une réticence croissante à parler du mouvement jihadiste qui emprisonnait et assassinait celles et ceux qui le critiquaient publiquement. Pour reprendre les termes de Daniel Bizeul (1999), « nous avons fait avec les déconvenues » et il aurait en tous cas été impossible d'imaginer *a priori* ce qui était faisable et ce qui ne l'était pas.

## **Irremplaçable terrain**

En dépit des difficultés qu'a posées l'enquête, celle-ci était indispensable, car la littérature existante sur la Syrie montre que son absence se traduit par trois biais : la définition restrictive des objets pertinents, la production de données fragiles et des imputations causales incontrôlées.

D'abord, construire les objets de recherche pertinents en fonction de l'accessibilité des sources limite fortement les conclusions qu'on peut tirer sur la dynamique plus générale du conflit. Les entretiens menés avec une distance physique et temporelle par rapport aux événements permettent de travailler des problématiques complémentaires, mais ne pallient pas l'absence d'enquête en contexte. En effet, les sources disponibles à distance ou après coup (procès, journaux intimes) définissent des objets particuliers qui révèlent certaines facettes du conflit. Par exemple, à partir de la masse des vidéos filmées par les Syriens et diffusées sur Internet, Cecile Boëx analyse de façon remarquable l'iconographie de la lutte et du martyr développée dans la guerre (Boëx, 2012, 2013, 2018). Cependant, si de tels corpus permettent d'appliquer des protocoles de recherche contrôlés, ils ne renseignent que de façon indirecte sur le conflit et sont inutilisables sans une

---

<sup>7</sup> La formule conduit parfois à un contresens : la neutralité axiologique n'est pas une neutralité politique, mais implique la séparation entre le travail sociologique et les prises de position politiques.

description des contextes qui renvoie de façon prioritaire à l'enquête sur le terrain. On ne voit certainement pas de la même façon une vidéo de propagande d'un groupe armé syrien quand on a pu les voir opérer sur la ligne de front<sup>8</sup>. De manière similaire, le terrain auprès des réfugiés syriens a parfois été utilisé comme *proxy* pour décrire le conflit (Pearlman, 2016, 2018). Les enquêtes auprès des Syriens en exil permettent en effet d'aborder la transmission de la mémoire, l'expérience de l'exil et des camps et les transformations qui affectent les pays voisins (Pesquet, 2015 ; Khoury, 2017 ; Boissière et Tabet, 2018 ; Mouawad, 2018 ; Ruiz de Elvira, 2018). Mais les récits *a posteriori* sont des reconstructions qui ont un intérêt incontestable comme tel<sup>9</sup>. À cet égard, le cas syrien pose à nouveaux frais la question des limites du discours dans la reconstruction des situations. Ainsi, les chercheurs ne sont plus parvenus à se rendre dans les zones affectées par le conflit au Pérou, qui a pourtant fait l'objet d'une abondante littérature par la suite. À partir des paroles recueillies postérieurement, certains chercheurs utilisent alors les discours pour reconstruire les événements (Theidon, 2013), alors que d'autres, qui prennent en compte les contraintes sur les prises de parole après la guerre, en font un révélateur des tensions à l'œuvre dans la période qui suit le conflit (Robin Azevedo, 2019)<sup>10</sup>. Plus largement, s'appuyer sur les paroles postérieures pour décrire la situation passée fait peser le risque d'autonomiser les discours des acteurs, alors que la parole reste une pratique sociale qui ne prend sens que de façon contextualisée et par rapport à d'autres pratiques.

Ensuite, la production des données à distance, voire sous-traitée, a d'inhérentes fragilités. Plusieurs chercheurs ont essayé de rendre compte du conflit armé exclusivement par des entretiens par téléphone/vidéo, sur les réseaux sociaux ou dans les camps de réfugiés. Dans un article réflexif, Thierry Boissière souligne les nombreux écueils qui découlent d'une pratique de recherche menée hors du contexte dans lequel se déroulent les événements : « la manipulation et la fabrication de l'information, l'approximation, l'imprécision des données ainsi obtenues et l'impossibilité de les vérifier et de les recouper » (Boissière, 2015). L'exemple du travail de Steven Heydemann et Reinoud Leenders donne à voir les erreurs induites par l'utilisation de données non contrôlées. S'appuyant sur des entretiens par téléphone, par Skype et par email avec des Syriens de la province de Deraa, les deux chercheurs ont fait l'hypothèse que les premières protestations émergent dans les régions où les réseaux de solidarité – claniques, transnationaux, criminels, familiaux – sont les plus denses et les plus interpénétrés : Deraa, Idlib, Homs et Deir ez-Zor (Leenders et Heydemann, 2012 ; Leenders 2012). Ils s'appuient sur le fait que, entre mars et juin 2011, ces quatre provinces auraient compté 70% des morts liés à la répression militaire, alors qu'ils ne représentent que 21% de la population (Leenders et Heydemann, 2012 : 149). Outre le caractère incertain de ces statistiques produites par les manifestants, Leenders et Heydemann manquent le fait que le nombre de morts n'est pas un révélateur de l'ampleur des manifestations qui se déroulent partout dans le pays, mais des choix stratégiques du régime qui décide de cibler certaines régions plus que d'autres. À partir de données aussi fragiles, les deux chercheurs appliquent ensuite la théorie de la mobilisation des ressources à un niveau local, en particulier le concept d'« *early risers* » développé

---

<sup>8</sup> Souvent destinées à de potentiels financeurs arabes, les vidéos sur-jouaient l'idéologie islamiste globale (y compris en affichant les marqueurs vestimentaires et physiques renvoyant aux groupes les plus radicaux) et le degré d'efficacité des opérations. Ce que nous avons vu des pratiques quotidiennes des groupes indique des degrés de professionnalisation très inégaux et une relation très indirecte entre les marqueurs jihadistes et l'engagement politique des combattants.

<sup>9</sup> À cet égard, Anna Poujeau montre comment la guerre en Syrie transforme les paroles de ses enquêtés, notant à cet égard des variations importantes entre les générations (Poujeau, 2014).

<sup>10</sup> De manière similaire, Isabelle Rivoal souligne les difficultés que rencontrent les anthropologues qui ont fait du terrain avant et après la guerre du Liban à produire une narration qui inclut le conflit armé (Rivoal, 2014).

par Sydney Tarrow dans un tout autre contexte (1994). À l'inverse, des entretiens menés en Syrie avec des participants aux premières manifestations dans neuf provinces différentes suggèrent fortement que cette hypothèse n'est pas valide. En reconstruisant leurs trajectoires et en tirant parti du contrôle qu'exercent leurs connaissances présentes lors des entretiens collectifs, il apparaît au contraire que les premiers manifestants n'appartiennent pas à des familles influentes ou à des réseaux liés aux divers trafics qui se déroulent aux frontières de la Syrie. Au contraire, on constate l'absence des associations, des partis politiques ou des grandes figures culturelles et tribales dans le mouvement initial (Baczko *et alii*, 2013c). Il est risqué de reconstituer des chaînes causales en s'appuyant exclusivement sur des données rapportées, sans vérification empirique par les chercheurs eux-mêmes (Davenport et Ball, 2002 ; Herrera et Kapur, 2007). Un usage contrôlé de données produites à distance reste cependant un apport essentiel. Ainsi, Thomas Pierret a pu suivre à distance les évolutions des mouvements religieux au sein de l'insurrection (Pierret, 2014, 2015a, 2015b, 2018 ; Abazeid et Pierret, 2018). De même, Leila Vignal a mené des enquêtes sur la destruction du tissu urbain et sur la transnationalisation des pratiques économiques induite par la guerre (Vignal, 2014, 2018). Pour notre part, nous nous sommes efforcés de pallier l'absence d'accès aux zones contrôlées par l'État islamique par des entretiens avec des réfugiés irakiens et des discussions par Skype avec des Syriens vivant dans ces territoires. Cependant, nous nous sommes limités aux éléments les plus factuels, ceux que nous pouvions trianguler à partir d'un questionnaire simple, par exemple sur les institutions établies par l'État islamique dans son califat.

La sous-traitance de la production accroît encore la fragilité des données. En effet, en Syrie et dans les pays voisins où la sécurité ne pose pourtant pas de problème (Liban, Turquie, Jordanie), des chercheurs sous-traitent la collecte des données à des « petites mains », appelées « *assistants de recherche* » ou « *chercheurs de terrain* », généralement non crédités pour leur travail. Devenues communes en sciences sociales (Hoffman et Tarawalley, 2014 ; Baaz et Utas, 2019 ; Nyenyezi et alii., 2020), ces pratiques sont l'objet de critiques – « Dans de nombreux pays en développement, la recherche expérimentale ressemble à un Far West où presque tout est possible. » conclut ainsi Scott Desposato (2014) –, mais restent largement tolérées (Cronin-Furman et Lake, 2018 : 4-5). Cette « production fantôme » (*ghost production*) (Sukarieh et Tannock, 2019 : 665) induit notamment que des chercheurs reçoivent une production textuelle (retranscriptions d'entretiens, descriptions de situation) sans avoir éprouvé les interactions avec leurs dimensions émotionnelles, sensorielles et contextuelles. La sous-traitance rend particulièrement ardue la vérification de la validité des données, le chercheur étant d'autant plus dépendant de ses sous-traitants qu'il connaît moins le contexte. Ce genre de pratique a suscité le développement d'entreprises spécialisées, certaines avec un statut d'ONG, qui collectent les données pour les universités, les *think tanks* et les institutions gouvernementales et internationales. Sur un plan éthique et déontologique, ces pratiques aboutissent à l'exploitation d'étudiants précaires et de chercheurs professionnels en position subalterne, sans que ceux-ci ne soient crédités pour leur travail. Ces modalités d'organisation de la recherche induisent également un report de la prise de risque du chercheur vers ces petites mains, ce que les différentes instances éthiques (*institutional review boards, research ethics boards*), qui interdisent à leurs employés de se rendre dans des zones perçues comme dangereuses, autorisent sans ciller.

Par ailleurs, certains phénomènes passent inaperçus ou tendent à s'effacer rapidement, alors même que l'enquête révèle qu'ils sont essentiels dans le contexte (Finnström, 2015), d'où le risque de s'appuyer exclusivement sur les écrits produits par des journalistes, des experts, des sources gouvernementales ou des ONG (pour un exemple de cet écueil, Della Porta, 2014 : 237-268). En effet, les descriptions disponibles ne correspondaient pas, parfois de très loin, à ce que nous avons vu. Ainsi, la présence d'institutions civiles dans le nord de la Syrie, qui annonçaient la formation

d'un contre-État, a été très largement oubliée par les médias, les analyses des experts et, plus surprenant, par les militants syriens hors de Syrie<sup>11</sup>. De même, le maintien du registre unanimiste des revendications des protestataires de 2011 (liberté, justice, dignité) en dépit du conflit armé a été négligé par les observateurs extérieurs. L'étonnement qu'a provoqué chez nous la récurrence de paroles unanimistes dans un contexte de guerre civile a contribué à nous mettre sur la piste du rôle essentiel des formes prises par les mobilisations de 2011 dans la structuration de l'insurrection. En 2013-14, la marginalisation des groupes qui portaient cet héritage en faveur des organisations armées islamistes, dont les cadres s'étaient formés dans la lutte contre l'occupation américaine en Irak (*Ahrar al-Sham*, *Jabhat al-Nusra* et État islamique), a renforcé l'illusion rétrospective de l'inévitabilité du passage à l'islamisme, voire pour quelques-uns que les mobilisations étaient *dès le départ* une entreprise islamiste. L'éloignement temporel ne permet pas de pallier cet écueil et tend au contraire à le renforcer. Ainsi, les institutions nées des mobilisations de 2011 et des négociations locales successives n'ont laissé que peu de traces matérielles et la défaite militaire de l'insurrection s'est traduite par la perte de nombre d'archives et de documents qui témoignaient de leurs activités.

Enfin, l'absence d'enquête directe et localisée tend à effacer la complexité du réel au profit de raisonnements dogmatiques. François Furet (1978) avait déjà noté la difficulté à rendre compte de la Révolution française sans prise en compte des moments d'indétermination, ce qui introduit un biais téléologique que l'on retrouve dans l'historiographie marxiste de la Révolution française. La situation syrienne a donné lieu aux mêmes écueils, avec un déterminisme d'autant plus marqué que l'explication est mono-causale. Les analyses du géographe Fabrice Balanche l'illustrent à travers le choix de l'identité comme causalité surdéterminant l'entièreté de la trajectoire de la révolution syrienne. En particulier, ce dernier déduit du lieu des manifestations de 2011 un caractère essentiellement identitaire (les Arabes sunnites) des protestations (Balanche, 2011, 2014). L'absence de prise en compte de la parole des acteurs donne à voir le caractère surplombant des causalités imposées aux processus sociaux. Or, les entretiens permettaient de voir que l'identité des manifestants ne pouvait être déduite des lieux où ils manifestaient. De nombreux chrétiens et Kurdes d'Alep par exemple se rendaient dans les quartiers informels majoritairement peuplés d'Arabes sunnites en raison d'un moindre maillage sécuritaire et d'une organisation spatiale favorable (intersections nombreuses, rues étroites). De manière comparable, d'autres explications mono-causales ont été avancées pour expliquer le conflit syrien : le changement climatique ou les intérêts économiques (De Châtel, 2014). Or, comme le rappelait Furet, une analyse des événements ne peut reposer exclusivement sur des causalités macro-historiques qui, en évacuant toute vérification empirique et notamment la parole des acteurs, ignorent les causalités intermédiaires. La reconstitution de celles-ci, qui restitue le caractère contingent des processus de mobilisation et des interventions extérieures, ouvre à un travail d'élaboration théorique à la fois plus ancré empiriquement et plus novateur.

## **L'expérience d'un contexte inattendu comme source d'élaboration théorique**

Le terrain est pour nous la production – en principe réflexive et contrôlée – d'un étonnement par la confrontation avec des situations imprévisibles. Pour le dire autrement, le réel – et pas uniquement dans ces circonstances exceptionnelles – est pour partie imprévisible en ce que les situations ne

---

<sup>11</sup> Dans ce cas, une explication plausible est que les institutions des insurgés étaient animées par des Syriens et des Syriennes issus des classes moyennes, peu connectés aux réseaux des Syriens à l'étranger, dominés par des membres de la grande bourgeoisie.

peuvent pas être déduites mécaniquement d'un cadre théorique. Comme on le verra, une approche comparatiste permet précisément de décaler les sources d'étonnement dans la mesure où les acteurs pris dans ces situations tendent à considérer comme exceptionnels certains traits qui apparaissent au contraire répétitifs dans les situations de guerre civile. L'impossibilité à la fois de prévoir ces situations sur un plan théorique et de s'appuyer sur la description des experts et des journalistes (dont les intérêts de connaissance et les compétences sont autres) fait qu'une démarche déductive (la production d'un protocole de recherche détaillé avant l'enquête) est condamnée à l'échec, c'est-à-dire à l'aveuglement devant les moments théoriquement les plus intéressants. En ce sens, le terrain renvoie l'enquêteur – parfois crument – à sa position, ce qui facilite paradoxalement une certaine réflexivité, permet la déconstruction rapide et souvent brutale des prénotions, et offre la possibilité au chercheur de construire des énigmes théoriquement situées.

Trop souvent réduit à une collecte de données, le travail de terrain est en réalité un moment décisif dans le questionnement théorique (Bizeul, 2007 ; Wedeen, 2010). En particulier, la séquence – hypothèse, collecte des données, traitement, publication – décrit fort mal la recherche telle qu'elle se pratique, en particulier sur ce type d'objets. En ce sens, nos enquêtes en Syrie – et celles menées auparavant en Afghanistan et en Irak notamment (Dorronsoro, 2021 ; Quesnay, 2021 ; Baczko, 2021) – constituent une critique en acte de l'épistémologie néopositiviste qui porte à l'extrême le découpage entre théorie et empirie. Le nombre de terrains possibles était limité pour des raisons pratiques et la fluidité de la situation interdisait des protocoles de recherche qui supposent de retrouver les mêmes interlocuteurs et de constituer un échantillon représentatif. La rigueur intellectuelle obligeait en réalité à éliminer certaines méthodes – pas d'échantillonnage en l'absence de recensement par exemple – au profit de techniques plus rudimentaires, mais plus robustes dans ce type de contexte, notamment la technique de la boule de neige (*snowball sampling*) (Atkinson et Flint, 2001). Si cette méthode ne permet pas de s'assurer de la représentativité des personnes interrogées, elle permet de cibler efficacement des groupes sociaux ou des institutions. De plus, le processus d'interaction avec les institutions permet d'identifier certaines propriétés (Vlassenroot, 2006), par exemple les limites à la bureaucratisation lors de l'obtention d'une lettre d'autorisation. Les limites méthodologiques liées à l'absence d'échantillonnage rendent l'élaboration théorique plus urgente, et non l'inverse. En effet, l'inscription dans un paradigme théorique, dans notre cas une sociologie post-bourdieusienne (Baczko et Dorronsoro, 2017), permet seule d'éviter la multiplication d'observations aléatoires. Les difficultés méthodologiques sont donc en partie compensées par le cadre théorique. En pratique, une approche comparatiste et un travail théorique en contexte nous ont permis de produire des hypothèses à la fois en amont et pendant le terrain, ce qui a eu pour effet d'adapter le questionnaire pendant l'enquête elle-même<sup>12</sup>.

Premièrement, une perspective comparative nous a amenés à cerner en amont certaines particularités de ce terrain et à anticiper, à l'inverse, des dynamiques communes aux guerres civiles. En effet, les recherches réalisées ou en cours dans d'autres pays (l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Turquie) permettaient, en opposition à une démarche localiste et descriptive, de mettre à jour les dynamiques nationales et internationales qui se jouaient dans les configurations situées que nous espérons observer. Plus précisément, nous avons fait l'hypothèse de la formation d'institutions insurgées et d'une simplification progressive de la carte militaire, car ces deux dynamiques sont récurrentes dans ce type de situation. Avant le terrain, à partir de nos intérêts de recherche respectifs, nous avons précisé les questions que nous souhaitions explorer collectivement. Les

---

<sup>12</sup> Une partie des hypothèses qui ont servi de fondement au programme ERC *Social Dynamics of Civil Wars* ont été développées pendant le travail sur la guerre civile syrienne.

échanges avec des experts et des journalistes revenant de Syrie ont suscité un premier étonnement : l'absence de territorialisation des groupes armés de l'insurrection, ce que notre terrain a par la suite confirmé. En effet, les différents groupes armés suivaient les avancées du front au lieu de se maintenir et d'exploiter les territoires qu'ils avaient conquis, ce qui suggérait un degré d'organisation bien supérieur à ce qui transparaissait dans les articles de presse et les rapports d'expertise. Guidés par cette question de recherche, nous avons choisi de débiter l'enquête dans le nord de la Syrie, où les insurgés s'étaient emparés d'un territoire considérable, nous offrant ainsi la possibilité d'observer son administration.

Deuxièmement, nous avons dédié un temps quotidien à la discussion des hypothèses qui naissaient de nos entretiens et de nos observations, aux problèmes théoriques que ces données révélaient et aux nouvelles questions qu'il convenait éventuellement de poser les jours suivants. À l'inverse d'une démarche inductive, cet investissement théorique implique de mettre les situations observées et les récits des acteurs en discussion avec les concepts de sociologie générale. En particulier, les entretiens nous ont conduits à nous interroger sur les mobilisations de 2011. De ce point de vue, la connaissance des principales théories de la sociologie des mobilisations et des crises nous a permis une orientation des entretiens pour tester différentes pistes avec à chaque fois les mêmes difficultés à mettre en œuvre des schémas théoriques qui supposent des mobilisateurs et des ressources organisationnelles. Ceci nous a conduits à deux choses : d'une part, à creuser la question des mobilisations sans mobilisateurs d'un point de vue comparatif (une fois revenus du terrain) ; d'autre part, à faire l'hypothèse de la création, dans la mobilisation, de capitaux sociaux spécifiques convertibles en position institutionnelle. Une première série d'entretiens biographiques avec les personnes actives dans les institutions civiles nous a montré la fréquence de leur implication dans les premières mobilisations sans qu'ils aient eu d'engagement politique préalable. Cette absence a suscité notre étonnement. En effet, la parution du numéro de la *Revue française de science politique* dirigé par Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Filleule (2012) laissait penser que la situation syrienne correspondait à leur interprétation générale des Printemps arabes. Celle-ci, qui repose principalement sur les cas tunisien et égyptien, soulignait notamment le rôle essentiel des militants. Nous avons donc décidé d'enquêter sur la phase initiale des protestations en restant à Alep et dans ses environs, plutôt que de poursuivre les déplacements que nous avions prévus dans d'autres régions du pays. Ce recentrage nous a ainsi amenés à théoriser la spécificité du cas syrien en le rapprochant des cas afghan et iranien de 1979, est-allemand de 1989 et libyen de 2011. Nous avons introduit le concept de « mobilisations sans mobilisateurs » pour rendre compte de cette absence d'engagement préalable des manifestants et de la non-mobilisation des structures associatives, claniques ou partisans. Par ailleurs, alors que Bennani-Chraïbi et Filleule affirmaient l'imprévisibilité de ces situations révolutionnaires, leur refus de considérer un lien causal entre la situation antérieure et les mobilisations était intenable en Syrie. En effet, la répression conditionnait étroitement les modalités de la contestation et le passage à la guerre civile. Cette approche nous a ensuite amenés à noter la spécificité du capital social produit dans ces mobilisations et son rôle dans les trajectoires ultérieures des manifestants. Finalement, les récits des premiers manifestants nous ont amenés à discuter la sociologie des crises (Bourdieu, 1984 ; Dobry, 1986) et la théorie de la mobilisation des ressources (Tilly, 1978), nous conduisant à écrire sur place une ébauche de l'argument de ces deux articles (Baczko *et alii*, 2013c ; Baczko *et alii*, 2016b). Le triangle enquête-problèmes théoriques-comparaisons nous a amenés à conceptualiser les différences entre les territoires politiques (insurrection, régime, PKK, État islamique) comme des ordres sociaux définis par une économie des capitaux spécifique. Ces questions ont constitué l'armature théorique de notre ouvrage en tenant ensemble deux fils analytiques : une conceptualisation de la trajectoire révolutionnaire syrienne des mobilisations au passage à la violence et un modèle théorique des

transformations sociales induites par la guerre civile, entendue ici comme la concurrence violente entre ordres sociaux.

## **Le travail collectif comme modalité d'objectivation**

Nos recherches dans le conflit armé syrien ont posé des difficultés dans le processus de validation et de contrôle de notre matériau empirique. En particulier, l'absence de données quantifiables sur des points essentiels nous faisait courir le risque de céder à nos impressions personnelles. Avant la guerre, les statistiques, notamment les recensements, étaient déjà de piètre qualité. Cette modalité d'objectivation, efficace quand les données peuvent être produites de façon rigoureuse, n'était donc pas disponible. Par ailleurs, l'enregistrement des entretiens aurait posé des problèmes éthiques dès lors que l'issue du conflit armé était ouverte et que le consentement de nos interlocuteurs à l'enregistrement n'aurait pas exclu des répercussions tragiques à terme, ce que le retour du régime syrien sur une majorité du territoire a confirmé. En cas d'arrestation des chercheurs, ces données auraient été une charge à la fois contre nous et contre nos interlocuteurs. Pour les mêmes raisons, l'anonymisation était requise d'un point de vue éthique, même lorsque nos interlocuteurs, par engagement pour la cause révolutionnaire, souhaitaient assumer publiquement leurs propos. Conscients de la violence symbolique qu'implique l'anonymisation, nous avons cependant choisi de protéger ceux qui nous ont parlé.

Si nous nous sommes efforcés d'appliquer des préceptes méthodologiques bien décrits dans plusieurs ouvrages (Nordstrom et Robben, 1995 ; Olivier de Sardan, 2008 ; Beaud et Weber, 2010), l'originalité de notre enquête réside dans son caractère collectif. Ayant enquêté seuls sur d'autres terrains, cette expérience nous a convaincus de l'intérêt de cette démarche malgré des difficultés initiales à organiser le travail collectif<sup>13</sup>. En effet, le groupe était marqué par une inégalité statutaire : l'un des trois chercheurs dirigeait la thèse des deux autres. Il a donc été posé dès le départ que les publications seraient co-signées, principe que nous avons respecté jusqu'à ce jour. De même, l'insécurité à travailler devant son directeur de thèse ou devant ses doctorants s'est traduite par une concurrence dans la prise de parole dans les premiers entretiens, avec par exemple des questions qui se chevauchaient et la difficulté à développer une stratégie d'entretien. Malgré ces problèmes initiaux, le travail à plusieurs s'est révélé remarquablement efficace.

En premier lieu, le fait d'être trois nous a permis d'adopter des rôles différents lors des entretiens : l'un était en charge des questions, l'autre prenait des notes et le troisième observait la situation d'entretien. En effet, les interlocuteurs sont souvent moins à l'aise s'ils doivent répondre à plusieurs personnes et l'entretien, comme nous l'ont montré quelques essais, perdait de ce fait en cohérence. Les tâches pouvaient tourner au sein de l'équipe, mais l'entretien était généralement mené par celui qui avait un intérêt de recherche plus spécifique, par exemple Adam Baczko pour les questions juridiques, Gilles Dorronsoro pour les mobilisations, Arthur Quesnay pour l'organisation des groupes armés. Cette spécialisation tournante ne va pas sans rappeler les techniques de certains couples de chercheurs (Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Dumont ou Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçot) et nous a permis une plus grande efficacité : celui chargé de l'entretien peut se focaliser sur l'échange, celui qui prend des notes peut prendre les échanges pratiquement *in extenso*, tandis que le troisième qui maintient une attention flottante peut décrire la situation d'entretien et prendre un peu de champ.

---

<sup>13</sup> Un numéro d'*ethnographie.org* propose de nombreuses réflexions sur les pratiques collectives d'enquête (Amiotte-Suchet et alii., 2016) et Jean-Pierre Olivier de Sardan (2011) a fait un retour éclairant sur l'expérience longue du dispositif d'enquête collective ECRIS.

En second lieu, le travail d'équipe a permis une gestion collective des émotions et de la fatigue, par exemple la possibilité de donner un temps de repos à l'un d'entre nous lorsqu'il n'était plus capable de mener un entretien en raison de sa fatigue ou de désamorcer la gêne provoquée par le fou rire de deux membres de l'équipe face à un cadre du PYD. Avec des journées qui commençaient à l'aube et se terminaient souvent tard dans la nuit et la multiplication des interlocuteurs, le travail à trois nous a permis de maintenir en permanence une attention aux situations quotidiennes autour des entretiens et lors des déplacements. De même, le fait d'être trois nous a permis de répartir et donc de mener rapidement des tâches fastidieuses, surtout en sortie de terrain, comme la retranscription de nos entretiens. Ainsi, par rapport à des recherches menées seuls, le travail collectif réduit la perte d'information que provoque la trop longue durée entre la conduite d'un entretien et sa retranscription. Le travail collectif a également facilité le désencliquage en multipliant les rencontres fortuites qui donnaient accès à de nouveaux interlocuteurs. La possibilité d'échanger nos impressions après les entretiens et les situations d'interaction a participé à la prise de distance critique.

Enfin, l'interprétation de l'entretien ou de l'observation est passée par la confrontation, serrée et minutieuse, entre trois points de vue qui reflètent des intérêts de connaissance, des empathies, des savoirs préalables différents. Ces confrontations se déroulaient à plusieurs moments, dans nos discussions dans les heures suivant l'entretien, lors de la retranscription quelques semaines plus tard de notes prises durant l'entretien ou dans l'écriture du manuscrit des mois, voire des années, après. La récurrence des désaccords nous a étonnés, notamment lorsqu'ils touchaient à un fait précis comme la profession des parents d'une personne entendue quelques heures auparavant. Dans un cas, nous avons été confrontés non pas à deux, mais bien à trois interprétations différentes, ce qui donne une idée des effets de la fatigue induite par le travail d'entretien dans un tel contexte et sur la validité de nos entretiens lorsque nous menons seuls nos recherches. En pratique, ce travail de confrontation nous a permis de filtrer les données pour conserver celles qui faisaient consensus. Lorsque les désaccords étaient persistants, nous nous sommes efforcés de vérifier ou de compléter l'information, mais certains entretiens ont été écartés en partie ou totalement.

## **Conclusion**

La sophistication croissante des sciences sociales se traduit par la multiplication d'exigences méthodologiques, qui fonctionnent comme marqueurs du caractère scientifique de la production. Ces critères sont inatteignables, notamment dans des contextes de conflit armé où, pour autant, il est indispensable de produire des connaissances informées et contrôlées par le caractère *in situ* de l'enquête (Kovats-Bernat, 2002 ; Robben, 2010). De notre point de vue, une méthodologie robuste et un bon cadrage théorique doivent être privilégiés par rapport à des quantifications hasardeuses.

De plus, nous avons dû faire avec nombre de déconvenues et un bricolage imposé par les circonstances. L'urgence de restituer des moments sociaux exceptionnels contraint à une méthodologie adaptée au contexte de recherche, qui assume les limitations des sciences sociales et leur caractère collectif. Les difficultés ont un rôle important dans la découverte du terrain et ont contribué donc à ce titre à la construction de la problématique et de la théorie. Quoiqu'il en soit, faire des sciences sociales implique aussi de publier un travail nécessairement inabouti, de mettre en discussion dans la communauté de recherche des résultats par nature provisoires.

## Déclaration de conflits d'intérêts

Les auteurs déclarent n'avoir aucun conflit d'intérêt potentiel pour tout ce qui concerne le déroulement de la recherche, les droits d'auteur et/ou la publication de cet article.

## Financement

Notre recherche sur le conflit armé syrien a bénéficié du soutien du fond de préfiguration du Labex Tepsis. L'écriture de cet article a été financée par le *European Research Council* (ERC) dans le cadre du programme pour la recherche et l'innovation de l'Union Européenne Horizon 2020 (Financement n°669690).

## Remerciements

Ce texte est issu d'une communication au séminaire *Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques* à Sciences Po, organisé par Nonna Mayer et Samy Cohen. Nous avons bénéficié des nombreux commentaires des personnes présentes. Nous remercions également Anastasia Shesterina de nous avoir incités à expliciter notre mode de fonctionnement collectif. Merci à Adèle Blazquez, Camille Popineau et Emmanuelle Veuillet pour leur relecture attentive. Les commentaires de l'évaluateur anonyme nous ont permis d'améliorer considérablement le texte.

## Références

- Abazeid A et Pierret T (2018) Les rebelles syriens d'Ahrar al-Sham : ressorts contextuels et organisationnels d'une déradicalisation en temps de guerre civile. *Critique internationale* 78(1) : 63–84.
- Ahram A (2013) Iraq in the Social Sciences: Testing the Limits of Research. *The Journal of the Middle East and Africa* 4(3) : 251–266.
- Amiotte-Suchet L, Renahy N, Laurière C et Laferté G (2016) Enquêtes collectives : histoires et pratiques contemporaines. *ethnographiques.org* 32.
- Atkinson R et Flint J (2001) Accessing Hidden and Hard-to-Reach Populations: Snowball Research Strategies. *Social Research Update* 33 : 1-4.
- Audoin-Rouzeau S (2008) *Combattre : une anthropologie historique de la guerre moderne, XIXe-XXIe siècle*. Paris : Seuil.
- Baaz ME and Utas M (2019) Exploring the Backstage: Methodological and Ethical Issues Surrounding the Role of Research Brokers in Insecure Zones. *Civil Wars* 21(2). Routledge: 157–178
- Baczko A (2021) *La Guerre par le droit. Les tribunaux Taliban en Afghanistan*. Paris : CNRS Éditions.
- Baczko A et Dorronsoro G (2017) Pour une approche sociologique des guerres civiles. *Revue française de science politique* 67(2) : 309–327.
- Baczko A, Dorronsoro G et Quesnay A (2013a) *Between Al Qaeda and the Syrian regime: A path out of the current crisis*. Washington: New America Foundation.
- Baczko A, Dorronsoro G et Quesnay A (2013b) *Building a Syrian State in a Time of Civil War*. Washington: Carnegie Endowment for International Peace.
- Baczko A, Dorronsoro G et Quesnay A (2013c) Mobilisations par délibération et crise polarisante : Les protestations pacifiques en Syrie (2011). *Revue française de science politique* 63(5) : 815-839.
- Baczko A, Dorronsoro G et Quesnay A (2016a) *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*. Paris : CNRS Éditions.

- Baczko A, Dorronsoro G et Quesnay A (2016b) Le capital social révolutionnaire. *Actes de la recherche en sciences sociales* 211–212(1) : 24–35.
- Balanche F (2011) Géographie de la révolte syrienne. *Outre-Terre* 29(3) : 437–458.
- Balanche F (2014) Communautarisme en Syrie : lorsque le mythe devient réalité. *Confluences Méditerranée* 89(2) : 29-44.
- Bazin J (2008) *Des clous dans la Joconde : L'anthropologie autrement*. Toulouse: Anacharsis.
- Beaud S et Weber F (2010) *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte.
- Bennani-Chraïbi M and Fillieule O (2012) Pour une sociologie des situations révolutionnaires : Retour sur les révoltes arabes. *Revue française de science politique* 62(5) : 767-796.
- Bensa A et Fassin E (2002) Les sciences sociales face à l'événement. *Terrain* 38 : 5–20.
- Bizeul D (1999) Faire avec les déconvenues : une enquête en milieu nomade. *Sociétés Contemporaines* 33(1) : 111–137.
- Bizeul D (2007) Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe. *Revue française de science politique* 57(1) : 69–89.
- Bizeul D (2006) Les ressorts psychologiques sont-ils des faits ? In : Paillé P (ed.) *La méthodologie qualitative. Postures de recherche et travail de terrain*. Paris : Armand Colin : 63-83.
- Blazquez A (2018) Ethnographie d'un contexte violent (Sinaloa, Mexique) : l'immanence de l'enquête. *Monde commun* 1 : 188–205.
- Blok A (1997) Les Cavaliers du Bouc : brigandage et répression en Basse Meuse (1730-1778). *Cultures & Conflits* 24–25 : 11-36.
- Boëx C (2012) Montrer, dire et lutter par l'image. *Vacarme* 61(4) : 118–131.
- Boëx C (2013) La grammaire iconographique de la révolte en Syrie : Usages, techniques et supports. *Cultures Conflits* 91–92 : 65–80.
- Boëx C (2018) Figures remixées des martyrs de la révolte en Syrie sur YouTube. *Archives de sciences sociales des religions* 181(1) : 95–118.
- Boissière T (2015) L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse. *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 138 : 117–130.
- Boissière T et Tabet AT (2018) Une économie de la survie au plus près de la guerre. Stratégies quotidiennes des réfugiés syriens à Nabaa. *Critique internationale* 80 : 89–109.
- Bougarel X (2002) Travailler sur l'islam dans la Bosnie en guerre. *Cultures & Conflits* 47 : 49–80.
- Bouju J (2015) Une ethnographie à distance ? *Civilisations* 64(1) : 153–162.
- Bourdieu P (1984) *Homo academicus*. Paris : Editions de Minuit.
- Bourgois P (2002) La violence en temps de guerre et en temps de paix. Leçons de l'après-guerre froide : l'exemple du Salvador. *Cultures & Conflits* 47 : 81-116.
- Cefaï D (2007) *Pourquoi se mobilise-t-on: les théories de l'action collective*. Paris : La Découverte.
- Cefaï D et Amiraux V (2002) Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales. *Cultures & Conflits* 47 : 15-48.
- Cottureau A (2011) Contextualiser dans un monde auto-interprétant. “Quel prix pour la garde d'un bébé ?” : un exemple d'anthropologie de l'évaluation ou “ethnocomptabilité”. In: Brayard F (ed.) *Des Contextes En Histoire*. Paris: CRH, 123–150.
- Cronin-Furman K et Lake M (2018) Ethics Abroad: Fieldwork in Fragile and Violent Contexts. *PS: Political Science & Politics* 51(03): 607–614.
- Davenport C et Ball P (2002) Views to a Kill: Exploring the Implications of Source Selection in the Case of Guatemalan State Terror, 1977-1995. *The Journal of Conflict Resolution* 46(3): 427–450.

- De Châtel F (2014) The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising: Untangling the Triggers of the Revolution. *Middle Eastern Studies* 50(4): 521–535.
- Della Porta D (2014) *Mobilizing for Democracy: Comparing 1989 and 2011*. Oxford: Oxford University Press.
- Desposato S (2014) Ethical Challenges and Some Solutions for Field Experiments. Available at: <http://www.desposato.org/ethicsfieldexperiments.pdf>.
- Dobry M (1986) *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris : Presses de Science Po.
- Dorransoro G (2021) *Le gouvernement transnational en Afghanistan. une si prévisible défaite*. Paris : Karthala.
- Finnström S (2015) War Stories and Troubled Peace: Revisiting Some Secrets of Northern Uganda. *Current Anthropology* 56(S12): S222–S230.
- Furet F (1978) *Penser la Révolution française*. Paris : Gallimard.
- Geertz C (1996) *Ici et Là-bas. L'anthropologue comme auteur*. Paris : Métailié.
- Green L (1999) *Fear As a Way of Life. Mayan Widows in Rural Guatemala*. New York : Columbia University Press.
- Grojean O (2010) Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration : gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale. *Revue internationale de politique comparée* 17(4) : 63–76.
- Herrera YM et Kapur D (2007) Improving Data Quality: Actors, Incentives, and Capabilities. *Political Analysis* 15(4): 365–386.
- Hobsbawm E (1969) *Bandits*. Londres: Weidenfeld & Nicolson.
- Hoffman D et Lubkemann SC (2005) Warscape Ethnography in West Africa and the Anthropology of 'Events'. *Anthropological Quarterly* 78(2): 315–327.
- Hoffman D et Tarawalley M (2014) Frontline Collaborations: The Research Relationship in Unstable Places. *Ethnography* 15: 291–310.
- Joas H (2003) *War and Modernity*. Cambridge: Polity Press.
- Joas H et Knöbl W (2012) *War in Social Thought: Hobbes to the Present*. Princeton: Princeton University Press.
- Kovats-Bernat JC (2002) Negotiating Dangerous Fields: Pragmatic Strategies for Fieldwork amid Violence and Terror. *American Anthropologist* 104(1): 208–222.
- Leenders R (2012) Collective Action and Mobilization in Dar'a: An Anatomy of the Onset of Syria's Popular Uprising. *Mobilization* 17(4): 419–434.
- Leenders R et Heydemann S (2012) Popular Mobilization in Syria: Opportunity and Threat, and the Social Networks of the Early Risers. *Mediterranean Politics* 17(2): 139–159.
- Khoury R (2017) Aiding Activism? Humanitarianism's Impacts on Mobilized Syrian Refugees in Jordan. *Middle East Law and Governance* 9(3). Brill: 267–281.
- Makaremi C (2016) « États d'urgence ethnographiques » : approches empiriques de la violence politique. *Cultures & Conflits* 103–104 : 15–34.
- Mouawad J (2018) La région libanaise de Wadi Khaled à la frontière avec la Syrie : quelles transformations économiques en temps de paix et de guerre ? *Critique internationale* 80(3) : 67–88.
- Moussaoui A (2001) Du danger et du terrain en Algérie. *Ethnologie française* 31(1) : 51-59.
- Nordstrom C et Robben A (eds) (1995) *Fieldwork Under Fire: Contemporary Studies of Violence and Culture*. Berkeley: University of California Press.
- Naepels M (2012) L'épiement sans trêve et la curiosité de tout. *L'Homme* (203–204) : 77–102.

- Nyenyenzi A, Ansoms A, Vlassenroot K, Mudinga E, Muza G (eds) (2020) *La Série Bukavu. Vers Une Décolonisation de La Recherche*. Louvain : Presses universitaires de Louvain.
- Olivier de Sardan J-P (1995) La politique du terrain : Sur la production des données en anthropologie. *Enquête* 1 : 71–109.
- Olivier de Sardan J-P (2008) *La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Bruxelles : Academia-Bruylant.
- Olivier de Sardan J-P (2011) L'anthropologie peut-elle être un sport collectif? ECRIS, vingt ans après... In: Schareika N, Spies E, et Meur P-YL (eds) *Auf dem Boden der Tatsachen. Festschrift für Thomas Bierschenk*. Cologne: Köppe, 31–44.
- Pearlman W (2016) Narratives of Fear in Syria. *Perspectives on Politics* 14(1): 21–37.
- Pearlman W (2018) Moral Identity and Protest Cascades in Syria. *British Journal of Political Science* 48(4): 877–901.
- Pesquet J-B (2015) Les récits de souffrance chez les réfugiés syriens au Liban. Les dimensions existentielles du sacrifice de soi au croisement du religieux et du politique. *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 138 : 61-76.
- Pierret T (2014) Fragmentation et consolidation de l'opposition armée. *Confluences Méditerranée* 89(2) : 45–51.
- Pierret T (2015a) Crise et déradicalisation : les rebelles syriens d'Ahrar al-Sham. *Confluences Méditerranée* 94(3) : 43–49.
- Pierret T (2015b) Les salafismes dans l'insurrection syrienne : des réseaux transnationaux à l'épreuve des réalités locales. *Outre-Terre* 44(3) : 196–215.
- Pierret T (2018) L'Instance Islamique du Sham. *Archives de sciences sociales des religions* 181(1) : 219–239.
- Poujeau A (2014) Drama chrétien ou comment parler politique en Syrie. *Ethnologie française* 44(3) : 449–460.
- Quesnay A (2021) *Guerre civile irakienne : Ordres partisans et politiques identitaires à Kirkouk*. Paris : Karthala.
- Rediker M (2004) *Villains of All Nations: Atlantic Pirates in the Golden Age*. New York: Verso.
- Rivoal I (2014) Ecritures suspendues, vies engagées. Traverser la guerre civile au Liban. *Ethnologie française* Vol. 44(3) : 503–512.
- Robben A (1995) The Politics of Truth and Emotion among Victims and Perpetrators of Violence. In: Nordstrom C et Robben A (eds) *Fieldwork Under Fire: Contemporary Studies of Violence and Culture*. Berkeley : University of California Press, 81–103.
- Robben A (2010) Ethnographic Imagination at a Distance: An Introduction to the Anthropological Study of the Iraq War. In: Robben A (ed.) *Iraq at a Distance: What Anthropologists Can Teach Us about the War*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 1–23.
- Robin Azevedo V (2019) *Sur les sentiers de la violence : Politiques de la mémoire et conflit armé au Pérou*. Paris : Éditions de l'IHEAL.
- Rodgers D (2001) *Making Danger a Calling: Anthropology, Violence and the Dilemmas of Participant Observation*. London : LSE Development Research Centre.
- Ruiz de Elvira L (2018) From Local Revolutionary Action to Exiled Humanitarian Work: Activism in Local Social Networks and Communities' Formation in the Syrian post-2011 Context. *Social Movement Studies* 18(1): 36–55.
- Shesterinina A (2019) Ethics, empathy, and fear in research on violent conflict. *Journal of Peace Research* 56(2) : 190–202.
- Sluka J (1990) Participant Observation in Violent Social Contexts. *Human Organization* 49(2) : 114–126.

- Sluka J (1995) Reflections on Managing Danger in Fieldwork: Dangerous Anthropology in Belfast. In: Nordstrom C et Robben A (eds) *Fieldwork Under Fire: Contemporary Studies of Violence and Culture*. Berkeley : University of California Press, 276–293.
- Sukarieh M and Tannock S (2019) Subcontracting Academia: Alienation, Exploitation and Disillusionment in the UK Overseas Syrian Refugee Research Industry. *Antipode* 51(2): 664–680.
- Tarrow S (1994) *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Theidon K (2001) “Terror’s Talk”: Fieldwork and War. *Dialectical Anthropology* 26(1): 19–35.
- Theidon K (2013) *Intimate Enemies: Violence and Reconciliation in Peru*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Thomson S (2009) ‘That is not what we authorised you to do ... ’: Access and government interference in highly politicised research environments. In: Sriram CL, King J, Mertus J, et al. (eds) *Surviving Field Research: Working in Violent and Difficult Situations*. Londres: Routledge, 108–123.
- Tilly C (1978) *From Mobilization to Revolution*. New York: McGraw-Hill.
- Vignal L (2014) Destruction-in-Progress: Revolution, Repression and War Planning in Syria (2011 Onwards). *Built Environment* 40(3): 326–341.
- Vignal L (2018) Produire, consommer, vivre : les pratiques économiques du quotidien dans la Syrie en guerre (2011-2018). *Critique internationale* 80(3) : 45–65.
- Vlassenroot K (2006) War and Social Research: The Limits of Empirical Methodologies in War-Torn Environments. *Civilisations* (54): 191–198.
- Weber M (2005) *La Science, Profession et Vocation*. Paris : Agone.
- Wedeen L (2010) Reflections on Ethnographic Work in Political Science. *Annual Review of Political Science* 13(1): 255–272.
- Wood E (2006) The Ethical Challenges of Field Research in Conflict Zones. *Qualitative Sociology* 29(3): 373–386.